

PLPL présente

Les affabulateurs

Tragicomédie médiatique en deux actes

-Entracte -

Le soir du 13 juillet 2004, la prétendue victime placée en garde à vue avouait aux enquêteurs avoir inventé de toutes pièces son « agression ».

Saisi d'effroi, le Parti de la Presse et de l'Argent adoptait sa stratégie habituelle : peu importe si les informations publiées étaient fausses ; elles témoignaient d'une « réalité ». Et, de toute façon, les journalistes n'avaient rien à voir avec cette histoire : les politiques s'étaient « emballés », eux n'avaient fait que suivre.

La presse admettait que son activité consiste à mettre ses pas dans ceux du pouvoir.

Acte second

« On a raison de se tromper »

Alain Duhamel : les « jeunes beurs » sont coupables quoi qu'il en soit !

RTL, 13 juillet 2004, la chronique d'Alain Duhamel est consacrée aux « Réactions à l'agression du RER » :

« [...] Ça n'empêche pas le fait qu'il y ait aujourd'hui une explosion d'antisémitisme au sein d'une fraction des jeunes beurs [...]. On sait bien qu'il y a en réalité deux types de mesures à prendre. Il y a d'une part la répression contre tous ceux qui participent à des formes de propagande antisémites dans les milieux des jeunes beurs. En particulier, on sait qu'il y a un certain nombre d'imams qui tiennent des propos radicaux, violents, et racistes ; et contre ceux-là, qui sont généralement de nationalité étrangère, il n'y a qu'une seule solution, c'est évidemment l'expulsion. De même on sait qu'il y a un certain nombre de télévisions arabes reçues en France avec le système des satellites, qui mènent une propagande antisémite quasiment quotidienne; là aussi il faudrait des mesures d'interdiction. [...]

- *Et si jamais les faits ne s'étaient pas déroulés comme l'a déclaré la jeune femme ?*

- Ce serait extrêmement embarrassant et ce serait surtout extrêmement négatif, parce que ça enracinerait, ça ancrerait justement la minorité des jeunes beurs crédules et qui est accessible à l'antisémitisme dans l'idée que ce sont en réalité eux les persécutés, ce qui serait la pire des choses. [...]

Commentaire PLPL En somme, selon Duhamel, soit l'agression est vraie et il faut sévir « dans le milieu des jeunes beurs », soit elle est fausse et il faut sévir contre les « jeunes beurs » « crédules » et « accessibles à l'antisémitisme ».

Jean-Michel Apathie bat sa coulpe sur les fesses de Jean-François Copé qui, du coup, redécouvre la circonspection

RTL, 13 juillet 2004, le porte-parole du gouvernement, Jean-François Copé, est l'invité de Jean-Michel Apathie.

- Jean-Michel Apathie : *Bonjour Jean-François Copé. Le doute est en train de s'installer sur les modalités, et peut-être même sur la réalité de l'agression qu'une jeune femme dit avoir subie vendredi sur la ligne D du RER en région parisienne. Que pouvez-vous nous dire ce matin Jean-François Copé de l'état d'esprit dans lequel les policiers mènent cette enquête ?*

- Jean-François Copé : Vous comprendrez, d'abord que je ne puisse pas faire de commentaires précis. Cette enquête est en cours. [...] D'abord, il y a eu je crois une mobilisation considérable. Et ça, c'est le signe, à la fois que le mal est profond, et qu'il y a ici et là des gens très responsables, de tous bords politiques, qui se sont mobilisés. [...]

- *Mais si toutes ces initiatives se déroulent sur une affaire qui après se dégonfle, ce n'est pas un peu gênant ? Ca n'entame pas la crédibilité de la parole des responsables politiques ?*

- Je vais vous dire une chose : il faut bien voir qu'au-delà de l'émotion considérable qu'un récit comme celui-là peut provoquer, chez toute personne, il y a une réalité. [...]

- Parmi les leçons à tirer de cet épisode Jean-François Copé, est-ce qu'il ne faudra pas attendre la prochaine fois avant de stigmatiser, avant de dénoncer, avant d'en appeler à l'opinion publique, que la réalité des faits soit établie ?

- Vous savez, je crois que la vie n'est pas tout à fait organisée comme ça. Lorsque des faits sont rapportés dans une société hyper médiatisée comme la nôtre...

- Qu'ils soient vrais ou qu'ils soient faux ?

- Attendez, l'émotion est toujours ce qui submerge en premier. Ensuite, il y a bien entendu l'esprit de responsabilité. [...]

Commentaire PLPL Dans le pois chiche fripé qui tient lieu de cerveau à Jean-Michel Apathie, les questions posées à Copé ne concernent pas les journalistes. En effet, ces derniers incarnent par définition le pluralisme, la démocratie, la liberté, etc. Il serait donc malvenu de demander à Apathie si la baudruche qu'il a gonflée « n'entame pas la crédibilité de la parole des responsables médiatiques ? », ou si « parmi les leçons à tirer de cet épisode, Jean-Michel Apathie, est-ce qu'il ne faudra pas attendre la prochaine fois avant de stigmatiser, avant de dénoncer, avant d'en appeler à l'opinion publique, que la réalité des faits soit établie ? »

Sur France 2, Daniel Bilalian a retrouvé les agresseurs : les politiques !

Daniel Bilalian France 2-13 heures, mardi 13 juillet 2004 : « [...] Ce matin on est donc, vous l'avez compris, dans l'expectative. On peut se demander tout de même pourquoi dimanche dernier, lorsqu'ont été connus les faits, eh bien les politiques de tous bords d'ailleurs, et le chef de l'État en tête, se sont engagés avec autant de force dans la dénonciation d'une agression ignoble qui, les jours passant, n'est toujours pas confirmée. Pourquoi cette précipitation ? »

David Pujadas perd une victime mais gagne deux coupables

France 2, 20 heures 13 juillet 2004.

David Pujadas : « Bonsoir à tous, merci de votre attention. Voici les titres de l'actualité de ce mardi : la jeune femme qui a porté plainte pour l'agression dans le RER D a avoué avoir menti. [...] En quelques heures, la jeune mère de famille du RER D est donc passée du statut de victime à celui de suspecte. Placée en garde à vue cette après-midi, elle a finalement avoué avoir inventé tout ou partie de l'agression pour laquelle elle a porté plainte. Elle aurait elle-même dessiné les croix gammées sur son ventre avec l'aide de son compagnon. [...] »

[reportage :]

« [...] En explorant son univers, les enquêteurs ont compris petit à petit qu'ils étaient bien loin de l'image d'une jeune mère de famille sans problème. Face à eux, ils ont une femme en rupture de ban. Elle qui disait avoir été agressée parce qu'elle vivait dans le 16^e arrondissement vit en fait ici, dans un local squatté à Aubervilliers. Seule, avec sa petite fille. »

Dominique Verdeilhan en direct de Versailles : « Ce qui a été le choc politique de ce week-end se transformerait en un vulgaire fait divers ».

David Pujadas : « Impossible effectivement de ne pas s'interroger sur le décalage entre le retentissement qu'a eu cette affaire et la réalité des faits. Il y a eu évidemment précipitation de la part des politiques mais aussi des médias. Retour sur la chronologie des événements. Alexandre Carat et Caroline Gauthier [orth.] ».

[Reportage]

« Il est 19 h 42 ce samedi 10 juillet quand tombe cette dépêche de l'Agence France Presse. Le récit effroyable d'une femme agressée dans le RER. À peine deux heures plus tard, le ministère de

l'Intérieur réagit. Dominique de Villepin condamne l'agression "ignoble". 22 h 11, fait exceptionnel, c'est au tour du président de la République d'exprimer son effroi et de réclamer la sévérité. Le lendemain matin, c'est l'Assemblée nationale qui réagit. Enfin, près de 36 heures après la dépêche et malgré les doutes dont lui ont fait part ses services, c'est au tour du Premier ministre de condamner l'agression. Mais le soir même, alors que les hommes politiques sont mobilisés, certains font déjà état de leurs doutes. Ce matin, les journaux évoquent des zones d'ombre. Alors il y a ceux qui assument, et ceux qui se défontent. [Interview de Pierre Méhaignerie] : « Les politiques montent au créneau lorsque les médias montent au créneau. » [Interview de Maxime Gremetz] : *"Il est normal que les politiques réagissent en fonction des informations qu'ils ont. Point. Donc je crois que ce n'est pas une faute du tout. J'aurais réagi exactement de la même façon."* À leur tour, les policiers bien silencieux ces derniers jours sortent de leur réserve. [Interview d'un syndicaliste policier] : *"Je pense que les hommes politiques ont crié au loup, comme vous dites, un peu trop vite."* Pour les communicants, le contexte est pour beaucoup dans cette affaire. [ITW de Thierry Saussez, « spécialiste en communication politique » et conseiller de Nicolas Sarkozy] : *"Le président de la République donne beaucoup le 'la' à la vie politique. Et s'il n'avait pas fait ce grand discours il y a quelques jours, s'il ne s'apprêtait pas de toute évidence à reparler de l'antisémitisme, de la xénophobie et du racisme, demain, à l'occasion du 14 juillet, probablement on n'aurait pas eu cet emballement."* Épilogue de ces trois jours de déclarations à tout va, ce soir le Premier ministre rappelle ce que pensent après coup sans doute beaucoup d'hommes politiques : s'il faut rester vigilant sur l'antisémitisme, il faut également rester prudent quand aux réactions à l'information. »

David Pujadas : « Une réaction à noter, celle de Kamel Kaptan, président du Conseil régional du culte musulman de Rhône-Alpes : *"Tout le monde, la presse comme les autorités, s'est ridiculisé en criant à l'acte antisémite au lieu d'attendre un peu. On a mis en accusation la communauté musulmane"*. Et puis une autre réaction politique qui vient de nous parvenir, celle, pour le parti socialiste, de Julien Dray. On l'écoute. [Julien Dray] : *"Depuis le départ, il fallait prendre cette affaire avec circonspection. Visiblement, ça n'a pas été fait au plus haut sommet de l'État. C'est-à-dire que des informations ont été transmises sans qu'on ait pris le temps de les vérifier, de laisser l'enquête se développer. Et à partir de là, il y a eu une sorte d'affolement médiatique, affolement naturel, puisqu'à partir du moment où la parole présidentielle, validée par la suite par un secrétaire d'État, s'est exprimée, tout le monde pensait que l'affaire était vraie"*.

- *Le PS a réagi aussi sur cette affaire...*

- *"Heu... Le PS il est pas à la tête de l'État. Le PS, il réagit à partir du moment où un ministre en titre vient à la télévision et à la radio pour dire : "Je certifie que tout ce qui s'est passé est vrai". À partir de là, il y a une émotion qui était légitime au regard de la gravité de ce qui s'était passé"*. »

David Pujadas : « Voilà ce qu'on pouvait dire ce soir sur ce dossier. »

****Commentaire PLPL**** Tout le système de défense qu'adoptera le PPA dans les jours suivants est concentré dans cet extraordinaire journal télévisé.

D'abord, les journalistes attribuent aux politiques la paternité de ce qu'ils appellent « emballement ». La « chronologie des faits » présentée par France 2 est un tissu de mauvaise foi : censée établir la « précipitation de la part des politiques mais aussi des médias », elle campe ces derniers dans un rôle plutôt avantageux : « les journaux évoquent des zones d'ombre » ! Vue sur France 2, « l'affaire » se résume rétrospectivement à une longue suite de déclarations politiques ridicules mais tempérées par la prudence des médias. Les dizaines de reportages outranciers, les centaines de commentaires indignés vrillés dans le cerveau des téléspectateurs par France 2 ont disparu. La plupart des médias reprendront par la suite la méthode de la chronologie falsificatrice. Elle permet, le cas échéant, de morigéner les responsables politiques outrecuidants, tel Pierre Méhaignerie accusé par les journalistes de

« se défausser » pour avoir expliqué : « *Les politiques montent au créneau lorsque les médias montent au créneau* ».

Même frénésie mensongère de la part de l'opportuniste Julien Dray, chantre du « socialisme » sécuritaire : « *depuis le départ, explique-t-il, il fallait prendre cette affaire avec circonspection. Visiblement, ça n'a pas été fait au plus haut sommet de l'État.* » Or, quelques heures après le président de la République, Julien Dray léchait les micros d'Europe 1 pour figurer en bonne place sur la liste des résistants antinazis. Fulminant dans sa barbichette contre « *l'installation d'une partie de la population dans un antisémitisme au quotidien* », Dray-la-police déplorait qu'« *il y [ait] peu de sanctions judiciaires* ». « *Cela se traduit par des agressions multiples qui vont de l'insulte au tabassage, de la mise en cause de l'identité d'un certain nombre de nos concitoyens, avec l'angoisse qui en découle. [...] Quand un juif est agressé en France, c'est la France qui est agressée et c'est la France qui doit se donner tous les moyens de le défendre, par une attitude très ferme* ». (Europe 1, 11 juillet 2004)

Enfin, le PPA ne décolère pas contre la prétendue victime qui les a roulés. En effet, les journalistes ne supportent pas l'idée d'avoir sangloté pendant trois jours non pas sur le sort d'une jeune femme de bonne famille résidant dans le 16^e arrondissement de Paris, mais sur celui d'une squatteuse d'Aubervilliers. France 2 explique : « *En explorant son univers, les enquêteurs ont compris petit à petit qu'ils étaient bien loin de l'image d'une jeune mère de famille sans problème. Face à eux, ils ont une femme en rupture de ban. Elle qui disait avoir été agressée parce qu'elle vivait dans le 16^e arrondissement vit en fait ici, dans un local squatté à Aubervilliers.* » Le chroniqueur judiciaire de France 2, Dominique Verdeilhan grimace de dégoût : il ne s'agit plus que d'un « *vulgaire fait divers* ». La presse saura se venger de cette « marginale »...

TF1 : c'est pas moi qui ai commencé !

TF1- 20 heures, 13 juillet 2004.

Patrick Poivre d'Arvor : « Madame, monsieur, bonsoir. Voici les titres de l'actualité de ce mardi. La jeune femme qui affirmait avoir été agressée dans le RER a été placée en garde à vue ainsi que son concubin par les enquêteurs du SRPJ de Versailles. Elle a avoué qu'elle avait menti. [...] Les doutes dont nous faisons état hier se sont transformés en certitude il y a un peu plus d'une heure, lorsque l'on a appris que la jeune femme qui disait avoir été victime d'une agression antisémite vendredi dans le RER, avait avoué avoir tout inventé. »

[Reportage sur les aveux.]

PPDA : « Cette fois-ci, l'emballlement politique a précédé l'emballlement médiatique. »

[Reportage sur la chronologie de l'affaire et sur les réactions].

Commentaire *PLPL* Comme un enfant (re)pris en faute, PPDA pleurniche : « L'emballlement politique a précédé l'emballlement médiatique ». Comme si le premier excusait le second. Quant aux « doutes » de TF1 soi-disant exprimés la veille, lire le premier acte des *Affabulateurs*.

Pour Claude Cabanes, le mensonge est « plutôt rassurant »

Dans l'*Humanité* du 14 juillet 2004, Claude Cabanes justifie la publication hystérique du faux scoop : « Personne ne regrettera la réaction rapide et forte, à la fois des leaders politiques et des grands médias, à une information que paraissait caractériser une action de brutes antisémites : cette vigilance est plutôt rassurante. Les jumelles sont braquées sur les candidats au racisme de

tous poils, avis aux amateurs. » Alors qu'il admet, quelques lignes plus haut que la prétendue victime avait avoué « avoir menti sur toute la ligne », Cabanes évoque « *L'incident, réel ou fictif, du RER* ».

L'Humanité : c'est pas nous, c'est Chirac !

Dans son « Retour sur un "emballement" », *L'Humanité* du 14 juillet 2004 raconte : « *Dès samedi soir, les déclarations de l'Élysée et du gouvernement ont crédibilisé la version de l'agression* ». Le travail de désinformation de la presse n'aurait eu, en revanche, aucun effet sur la « crédibilisation » de l'information.

« *Quatre jours après l'agression présumée de la jeune femme du RER D, policiers et magistrats sont bien obligés de faire le constat : "Les politiques et les médias se sont un peu emballés". Partis, associations, journaux, radios, télés..., tout le monde a peu ou prou relayé ce drame supposé en tenant la version de Marie L. pour acquise, alors même que l'enquête policière n'en était qu'à ses balbutiements. Dans cette précipitation, l'attitude de l'Élysée et de la Place Beauvau n'a rien arrangé.* », explique Laurent Mouloud, qui écrivait deux jours plus tôt : « *l'agression porte en elle une violence écœurante. Comme si l'on assassinait toute dignité humaine.* »

Afin d'étayer cette thèse de la responsabilité politique de l'emballement, le journaliste embraye sur une chronologie des faits, comme France 2 et TF1 : « *La première dépêche de l'AFP sur ce fait divers est tombée samedi à 19 h 42. À peine deux heures plus tard, un communiqué du ministère de l'Intérieur la relayait en condamnant « avec la plus grande fermeté » l'agression « ignoble » de la jeune femme. Quelques minutes plus tard, c'est au tour de l'Élysée de se fendre d'un communiqué affirmatif : « J'apprends avec effroi l'agression à caractère antisémite dont a été victime une jeune femme et son enfant... », écrit Jacques Chirac. Pas de conditionnel, aucun recul. La machine était lancée. [...] Du côté de la Place Beauvau, l'heure n'est pas encore au mea culpa.* »

Commentaire PLPL Du côté de *L'Humanité*, l'heure n'est pas encore au *mea culpa* puisque le directeur de la publication juge sa propre nullité « plutôt rassurante ». Dans l'incontournable chronologie falsificatrice, Laurent Mouloud omet d'inclure ses œuvres de l'avant-veille : lui aussi a relayé la prétendue agression et les réactions des politiques. Sans conditionnel ni aucun recul...

Le Parisien enquête sur les « Mensonge(s) » mais oublie ceux des médias

La « une » du *Parisien* du 14 juillet 2004 est barrée par un gros titre : « Mensonge(s) » : « *Marie-Léoni avait menti. [...] Notre journal a retrouvé sa meilleure amie, qui raconte son parcours chaotique. Et il s'est penché sur l'emballement de la machine politique à propos d'une affaire qui n'en était pas une* ».

La procédure d'auto-absolution est désormais rôdée : en pages intérieures, *Le Parisien* s'interroge : « *Les politiques ont-ils été trop prompts à dénoncer cette prétendue agression ? Les médias, qui se sont fait l'écho de cette mobilisation exceptionnelle, ont-ils relayé l'information sans le recul nécessaire ?* » La réponse ne tarde pas. L'inévitable chronologie des faits ne mentionne les journalistes que pour signaler qu'ils ont alerté Jean-Paul Huchon de leurs doutes sur la véracité de l'agression.

Commentaire PLPL : Selon *Le Parisien*, les médias auraient suivi les politiques comme le caniche suit son maître. Certes. Mais il ne vient pas à l'idée des journalistes que la pression médiatique a suscité et entretenu cette « mobilisation exceptionnelle », comme le caniche court parfois au devant de son maître pour renifler quelque faux scoop délicieux.

Libération : on ne change pas une équipe qui ment

« RER : Retour sur un emballement », titre en « une » *Libération* le 14 juillet 2004 dont les pages intérieures précisent : « Il ne s'est rien passé dans le RER D ». Dans son éditorial, le directeur de la rédaction Antoine de Gaudemar, s'emploie à démontrer qu'il ne s'est rien passé non plus dans *Libération* du 12 juillet 2004 :

« Trop tard »

« *Même si trois jours ont suffi aux enquêteurs pour démonter la mystification de la prétendue agression antisémite dans le RER francilien, le mal est fait. Et restera comme un cas exemplaire d'hystérie collective. Tout commence par une affirmation politique au plus haut niveau. Samedi soir, à peine l'affaire connue, et sans la moindre réserve alors que l'enquête est en cours, Dominique de Villepin puis Jacques Chirac condamnent coup sur coup avec la plus grande énergie. Qui, après de tels « effrois » émanant de telles autorités, et dans un climat détestable d'agressions racistes et antisémites aussi répétées qu'avérées, va alors émettre le moindre doute ? Dès dimanche matin, l'ensemble de la classe politique relaie le message présidentiel, sans plus d'équivoque. Les associations, la société civile, personne n'est en reste. Culpabilité, retour du refoulé, peur de rater quelque chose, dictature de l'émotion, hypersensibilité de l'opinion, la machine qui se met en marche a quelque chose d'inarrêtable. Radios et télés embrayent, les quotidiens lundi. D'autant plus que les enquêteurs ne tirent aucun signal d'alarme, jugeant jusqu'à lundi matin l'affaire tout à fait « plausible », comme nous l'écrivions plutôt prudemment, sans pour autant échapper à l'enfièvrement général. Ce n'est que lundi que s'expriment ouvertement certains doutes. Hier matin, Libération comme d'autres journaux étalent leurs interrogations à la une, là même où ils affichaient leurs certitudes la veille. Trop tard, sans doute. Effet de gâchis, de précipitation générale, et constat des dégâts. La lutte contre le racisme et l'antisémitisme risque de se trouver affaiblie et désormais sous la menace d'un possible soupçon. Quant aux populations d'origine maghrébine et africaine, déjà bien stigmatisées, elles peuvent à bon droit se sentir un peu plus des boucs émissaires. La leçon est dure et les excuses, les nôtres comme celles de tous les acteurs de cet emballement, nécessaires. »*

Le propos de Gaudemar s'appuie sur un long article d'« analyse » signé Éric Aeschmann : « Des politiques champions dans la course à l'émotion. Le chef de l'État a été pris au piège de sa stratégie de la compassion permanente. De droite à gauche, tous se sont précipités. »

On peut y lire : « L'affaire du RER D marquera le point d'aboutissement d'un mode de gouvernement entièrement centré sur l'émotion. Compatir, exiger des mesures immédiates, interpellé l'appareil d'État comme s'il n'était qu'un citoyen lambda : telle est la stratégie du chef de l'État. [...] On ne change pas une tactique qui gagne [...]. Une posture qui lui évite les décisions forcément difficiles et lui vaut la relative bienveillance du «peuple de gauche», parfois piégé par cette démagogie compassionnelle. [...] La compassion du Président s'arrête là où commencent ses intérêts ».

Commentaire PLPL Toute ressemblance avec « un quotidien dont le mode de traitement de l'information entièrement centré sur l'émotion lui vaut la relative bienveillance du “peuple de gauche”, parfois piégé par cette “démagogie” » ne saurait relever que de l'affabulation... À *Libération*, le 14 juillet 2004 se distingue des autres jours : le journal admet qu'il lui est arrivé de mentir. Mais Antoine de Gaudemar, son directeur de la rédaction, n'est pas resté dans son lit douillet. Comme ses confrères, il attribue la paternité de l'« *hystérie collective* » à la précipitation des réactions politiques. Les médias n'ont fait qu'« embrayer » et, selon Gaudemar, *Libération* a été « prudent ». L'avant veille, en effet, le quotidien dirigé par Crassus [Serge July] conférait une portée cosmique à un fait divers qui n'avait pas eu lieu en titrant sur toute sa « une » : « Antisémitisme, une histoire française ». Ni Crassus [Serge July] ni Gaudemar ne démissionneront. On ne change pas une équipe qui ment. Ni l'un ni l'autre ne présentent leurs excuses ; ils se contentent de les juger

« nécessaires ». Pour *PLPL*, ces deux-là méritent le châtement suprême : relire la collection de *Libération* depuis 1981...

***Libération* avoue mentir délibérément à ses lecteurs**

Outre l'éditorial gluant d'Antoine de Gaudemar, *Libération* du 14 juillet 2004 propose au lecteur un « Retour sur trois jours d'emballlement » avec la désormais traditionnelle « chronologie » des faits bien faite pour disculper la journalle (qui ment) et charger « les politiques » : hormis l'AFP, la presse n'y apparaît pas une seule fois.

L'introduction au « Démontage d'un engrenage collectif » réalisé par plusieurs rédacteurs de *Libération* explique en revanche : « Sitôt révélée samedi soir par l'Agence France Presse, l'information déclenche une vague d'émotion et une avalanche d'indignations que relaient l'ensemble des médias audiovisuels et la presse, dont Libération. [...] Il ne reste plus aujourd'hui qu'une jeune femme mythomane et un "emballlement médiatique et politique". Explosive collusion qui porte un nouveau coup à la crédibilité des médias. Terrible engrenage qui suscite à raison légitimes questions et parfois indignation. Comment a-t-il surgi et pouvait-il être évité ? » En guise de réponse, le quotidien égrène un fois de plus l'enchaînement des faits : la première dépêche de l'AFP le samedi 10 juillet à 19 h 42, la réaction du ministère de l'Intérieur à 21 h 54, celle de la présidence de la République à 22 h 10, etc.

À propos de l'AFP, *Libération* écrit : « *La dépêche est titrée : "Ils agressent une femme et lui dessinent des croix gammées sur le ventre." Le récit est affirmatif et ne comporte aucun conditionnel, aucune indication comme quoi tout repose sur le témoignage de la seule jeune femme.* »

PLPL en déduit que la faute en incombe aux journalistes de l'AFP et aux demeures qui croient encore que les médias disent systématiquement la vérité. Le raisonnement de *Libération* est très différent :

« Première cause d'emballlement donc, des "sources policières" qui n'ont alors aucun doute quant à la véracité du récit de la victime présumée. [...] Deuxième cause d'emballlement, un manque de précautions au plus haut niveau de l'État. Dès lors que le ministre de l'Intérieur et le chef de l'État accréditent l'affaire en n'émettant aucune réserve sur la réalité des faits, les médias suivent. »

Et de conclure : « Quels que soient, dès le départ de l'affaire, les doutes des journalistes sur une histoire trop énorme pour être vraie, doutes présents toute la journée de dimanche, par exemple, à Libération, aucun élément d'enquête journalistique n'a pu venir infirmer lundi matin la thèse première des policiers. [...] »

Commentaire *PLPL* La vérité à la minute près révélée le 14 juillet doit faire oublier le mensonge au détail près de l'avant-veille. Tel est l'objectif du récitatif obligé de la chronologie des faits, avec ses horaires précis (19 h 42, 21 h 54, 22 h 10). « Voilà le vrai journalisme », semblent clamer les rédactions soucieuses de parer ce « *nouveau coup à la crédibilité des médias* » (*Libération*, 14 juillet) – comme si ce coup lui avait été porté de l'extérieur.

Libération condescend à admettre son erreur : elle est vénielle, indirecte, causée par l'imprudence du gouvernement et la police. D'ailleurs, les journalistes nourrissaient des « *doutes, présents toute la journée de dimanche, par exemple, à Libération* ». Sceptiques par nature, ils trouvaient cette « *histoire trop énorme pour être vraie* » [sic]. *PLPL* les croit sur parole : les journalistes auraient donc menti avec préméditation. Soupçonnant un canular, ils ont néanmoins servi à leurs lecteurs un faux scoop pimenté de détails sciemment mis en scène. Lorsque *Libération* écrivait en gros caractères rouges : « *Les trois maghrébins et trois africains "taggent, sur son ventre, sous ses seins et jusqu'au pubis, des croix gammées". Puis taillent dans ses longs cheveux* » (*Libération*, 12 juillet 2004), les rédacteurs jugeaient ce récit « trop énorme pour être vrai ».

Enfin, les chevaliers de la « démocratie », du « pluralisme » et de la « liberté » admettent désormais que leur métier consiste à sucer la roue des policiers lorsque l'exploitation sensationnaliste d'un fait divers imaginaire leur permet de vendre davantage de papier.

Un échange entre un internaute et Antoine de Gaudemar précisera leur conception du métier :

- Benoît: *pourquoi une information n'est-elle pas solidement vérifiée par aucun des journalistes avant d'être publiée, surtout lorsqu'il s'agit d'un sujet particulièrement sensible ?*

- Antoine de Gaudemar : Parce que les journalistes ne sont pas des enquêteurs de police [...].(Le Chat de *Libération*, 16 juillet 2004)

Ce système de « défense » trouvera son expression la plus aboutie quelques heures plus tard dans *Le Monde*...

La veille, Max Clos ressuscitait ... dans *Libération*

Mardi 13 juillet, le courrier des lecteurs sélectionné par la rédaction de *Libération* expose longuement les récits de voyageurs témoins ou victimes d'agressions dans les transports en commun. L'un d'entre eux aurait eu sa place dans *Le Figaro* lorsque Max Clos dirigeait encore la rubrique « courrier » : « *Pour maîtriser les jeunes fauteurs de trouble, les policiers ont dû leur faire une clef de bras. Une femme se met à hurler : "Nous sommes dans un État de droit. Vous n'avez pas à les molester. Ce n'est pas comme ça qu'il faut faire. Il faut discuter. Il faut les comprendre. Ils ont peut-être des excuses." Cette personne qui a précisé par la suite qu'elle était animatrice de quartier, aurait probablement préféré que les policiers s'exprimassent de la sorte : "Jeune homme de bonne famille, puis-je caresser l'espoir de vous demander de bien vouloir me suivre ?" Les « médiateurs » ne sont pas là pour dire ce qu'ils auraient pu voir. Peut-être étaient-ils retardés, trop occupés par un « joint » à finir. [...]* »

Le Figaro repasse « Le film du mensonge » : le sien

« *Comme le révélait hier Le Figaro, tout était faux dans la plainte de Marie-Léonie L.* » Ainsi commence l'article de « une » du *Figaro* du 14 juillet 2003. Il est titré : « RER : le film du mensonge ».

Commentaire PLPL Une fois de plus, *Le Figaro* ne détaille pas scrupuleusement la vérité. Le quotidien de Dassault n'a jamais écrit dans son édition du 13 juillet que l'agression n'avait pas eu lieu et ni que le témoignage de la prétendue victime était faux. Tout au plus titrait-il à la « une » « RER : l'agression en question » et, en pages intérieures, « Interrogations sur une agression sans témoin ». Les articles faisaient état de « doutes », de témoins introuvables, de « contradictions et d'incohérences » dans les propos d'une « victime présumée » prompt à déposer plainte et décrite comme « mythomane » par ses proches. En guise conclusion, *Le Figaro* écrivait : « *Violence il y a bien eu, mais les policiers attendent toujours que des témoins viennent leur expliquer ce qui a pu se passer* ».

Le Figaro du 13 juillet 2004 infligeait de surcroît à ses lecteurs un articulet sur le thème « Un sentiment d'insécurité tenace dans les transports », afin de démontrer que le RER demeure un coupe gorge. PLPL s'est immédiatement remémoré un reportage du journal télévisé de TF1-20 heures du 1^{er} mai 2000. Une journaliste héroïque avait effectué en train le trajet nocturne Paris-Nice pour tester les mesures de sécurité mises en place par la SNCF suite aux agissements d'un tueur en série. La reporter concluait son sujet en expliquant : « *il ne s'est rien passé pendant ces 12 heures. Pourtant, à l'arrivée à Nice, le sentiment d'insécurité reste intact.* »

Le Figaro du 14 juillet 2004 a découvert un angle très original pour couvrir la révélation du mensonge de la prétendue victime du RER D : la chronologie, titrée avec subtilité « Du train de la peur au train fantôme ».

Commentaire PLPL Signe que « l'affaire du RER » a mis le PPA sens dessus dessous, *Le Figaro* pollue sa titrairie avec les calembours-Carambar de *Libération*, cependant que *Libération* emprunte au *Figaro* le progressisme notoire de son courrier des lecteurs !

À la différence de celle de ses confrères, la chronologie du *Figaro* inclut l'activité de la presse qui ment dans le déroulé des événements. Et, affinité politique oblige, *Le Figaro* cite les propos d'un collaborateur du ministre de l'Intérieur qui dynamite la défense élaborée par les médias : « À la suite de la dépêche AFP, les journalistes ont commencé à nous appeler ». Autrement dit, la presse aurait suscité la réaction du ministre de l'Intérieur, pourtant décrite par les journalistes comme la « cause de l'emballement ».

***Le Monde* : c'est pas nous, c'est « la République » !**

Le Monde daté du 15 juillet 2004 (et donc paru le 14) titre sur cinq colonnes à la « une » : « "Agression" du RER : Comment la République s'est emballée ». Pas les médias, pas *Le Monde*, pas Edwy Plenel : « la République ».

Une longue série de textes éparpillés sur cinq pages reprend, étape par étape et en la perfectionnant, la procédure d'auto-absolution mise au point par les confrères.

Première étape, l'acte de contrition. Particulièrement inspiré, l'éditorialiste anonyme (mais moustachu) du *Monde* intitule son texte « La faute et le défi » :

« [...] Ce fait divers sonnait trop juste. Comme un révélateur d'une époque marquée par la persistance du rejet de l'autre, la montée des agressions racistes et antisémites, de la violence et de la peur. Comme le signe d'un nécessaire sursaut civique et républicain. Mais voilà, le trop vraisemblable n'est pas le vrai. Un simple récit ne constitue pas une preuve. La parole d'une "victime" n'est pas sacrée. La croyance ou la crédulité de tous ne vaut pas certitude.

Pour l'avoir oublié, les plus hautes instances de l'État ont crédibilisé les affabulations d'une mythomane. Le ministère de l'Intérieur puis l'Élysée ont publié des communiqués soulignant le caractère « ignoble » du fait divers et l'« effroi » ressenti. Le Parlement, exceptionnellement réuni dimanche, a interrompu sa séance pour faire part de son émotion. L'ensemble du monde politique et associatif a suivi, et les médias ont puissamment embrayé.

Le Monde n'a pas été exempt de ce mouvement et a commis une faute. Nous en devons excuses aux jeunes des cités issus de l'immigration maghrébine ou africaine, stigmatisés à tort. Nous en devons aussi excuses à nos lecteurs qui peuvent à bon droit nous reprocher de ne pas avoir suffisamment fait place au doute.

L'histoire des médias est truffée de ces erreurs et de ces fièvres journalistiques. De par ses traditions et sa culture, la grande presse obéit presque par nature à un devoir d'indignation et de réaction. Suivre avec indifférence le cours de l'actualité à un train de sénateur ne lui ressemble pas.

Le poids d'Internet et l'accélération du rythme de circulation de l'information ne simplifient rien. L'univers médiatique vit désormais l'actualité en temps réel. Le monde politique, soucieux de manifester sa présence et sa compassion, de même. Outre que les temps policier et judiciaire s'accordent mal avec les autres, cette concurrence apparaît largement préjudiciable.

L'écrivain François Mauriac (1885-1970), chroniqueur redoutable, assurait qu'il existe "un crime de silence". Nous découvrons depuis quelque temps qu'il existe un délit d'emballement. Le défi est bien de trouver la juste mesure entre la dictature de l'émotion et l'empire de l'indifférence. »

Commentaire PLPL Après *Libération*, *Le Monde* évoque un fait divers qui « sonnait trop juste » ; comme le journal de Serge July, il admet « devoir » des excuses à ceux qu'il a diffamés, mais ne les présente pas ; à la suite de la presque totalité de ses confrères, il soutient la thèse-paratonnerre d'une cause politique à « l'emballement ». Et, 24 heures après avoir publié les outrances les plus délirantes de la presse française à propos d'un fait divers qui n'a jamais eu lieu, il expose doctement ce qu'un journaliste doit faire en pareilles circonstances...

« Nous découvrons depuis quelque temps qu'il existe un délit d'emballage », écrit benoîtement l'éditorialiste moustachu. Depuis quelque temps ? Il y a dix-neuf ans, en 1985, Edwy Plenel entrait dans les annales du journalisme grâce à son célèbre faux scoop sur « la troisième équipe » qui, selon lui, avait coulé le Rainbow Warrior. Le directeur de la rédaction expliquera sa méthode de travail : « C'est comme un jeu. On me demande en catastrophe de me mettre sur cette affaire. Je fais un article bourré d'erreurs, bourré de bêtises, qui vaudra des droits de réponse, qui évoque des pistes qui étaient fausses. » (La Cinquième, émission « Vive la République », 11 février 2001). Viendra ensuite le faux scoop du « Scandale à Panama », signé Edwy et publié par *Le Monde* le 27 août 1991, qui conduira le journal à exprimer son « regret » d'avoir imprimé des « informations non vérifiées » (5.9.91). Douze ans et autant de faux scoops plus tard (le faux « plan Potkova » de 1999 au moment de la guerre du Kosovo, la fausse « cagnotte » de Bercy, etc.), *Le Monde* reproduisait dans son supplément en anglais les articles du *New-York Times* bidonnés par le journaliste-plagiaire Jason Blair. L'année 2004 s'annonçait comme un bon cru : le 12 mars 2004, *Le Monde* attribuait l'attentat de Madrid à l'ETA...

Lucide sur son destin historique, l'éditorialiste du *Monde* admet implicitement qu'il récidivera : « L'univers médiatique vit désormais l'actualité en temps réel ». C'est comme ça, on y peut rien. Le quotidien vespéral des marchés (*QVM*) est aussi le quotidien vespéral des faux scoops. Et ses larmes de crocodile se dissolvent dans les eaux glacées du calcul économique de ses dirigeants : pour vendre, il faut suivre.

Comme *Libération*, comme *Le Figaro*, comme *Le Parisien*, comme France 2, etc., *Le Monde* (15 juillet 2004) publie son « Récit d'un emballage parti du sommet de l'État ». Cette chronologie insiste naturellement sur la responsabilité des politiques et minimise le rôle des médias : « Dans la soirée, sollicité par *Le Monde*, l'entourage de Dominique de Villepin et la direction générale de la police nationale ne nourrissent aucun doute particulier sur sa déposition. Pourtant, de façon informelle, un haut fonctionnaire invite à la prudence [...]. La presse écrite prend le relais des radios et des télévisions. «Le train de la haine», titre *Le Figaro*. C'est «Une histoire très française», pour *Libération*. «Indignation après l'agression antisémite dans le RER», rapporte *Le Monde*. [...] » Le quotidien dirigé par Edwy Plenel se garde bien de mentionner l'éditorial larmoyant et vindicatif ou le texte délirant d'Éric Fottorino qui ornaient son édition datée du 13 juillet 2004...

Également copié sur les confrères, un article explique qu'«Après enquête, le soupçon d'antisémitisme a été levé dans plusieurs cas d'agressions. » Et *Le Monde* de détailler quatre cas de faux faits divers antisémites. Le quotidien « de référence » omet de préciser qu'il avait goulûment relayé la plupart de ces affabulations sans les vérifier.

Commentaire PLPL Le 12 juillet, au plus fort de la tornade médiatique, beaucoup de journaux agrémentaient leurs indignations d'une chronologie des agressions antisémites survenues des dernières années (*L'Humanité*, *Libération*, etc). Deux jours plus tard, c'est la chronologie des faux actes antisémites qui tient la vedette.

L'AFP a une fois de plus orienté le jet éditorial. Dimanche 11 juillet 2004 une dépêche tombe : « Aggressions antisémites: des précédents depuis 2002 » (AFP, 11 juillet, 13 h 04). Elle sera reprise partout. Mardi 13 juillet, nouvelle dépêche, titrée cette fois « Faits divers trop rapidement érigés en symboles : des précédents » (AFP, 13 juillet, 20 h 38). Nouveau recopiage frénétique dans les rédactions.

Après la psychanalyse des « jeunes de banlieue », *Le Monde* couche les mythomanes sur le divan.

« La mythomanie, “cache-misère” et défense contre un sentiment d’infériorité », titre un article du *Monde* daté du 15 juillet 2004 signé de Sandrine Blanchard et Virginie Malingre.

Pour *PLPL*, ce texte apporte une importante contribution à l’analyse psychopathologique des dirigeants du *Monde* – Edwy Plenel (directeur de la rédaction), Jean-Marie Colombani (directeur de la publication), Alain Minc (président du conseil de surveillance) – et de Laurent Mouchard, directeur menteur du *Nouvel Observateur* qu’un hasard du calendrier a miraculeusement sauvé du désastre. Les commentaires entre crochets ont été ajoutés par *PLPL*.

« Boris Cyrulnik, ethnologue et neuropsychiatre, définit la mythomanie comme un “cache-misère”, c’est-à-dire une manière pour celui qui la pratique de fuir une réalité souvent médiocre, difficile à accepter. Pour le psychiatre Serge Bornstein, “la mythomanie est une défense de l’organisme contre un sentiment d’infériorité et de régression” [sentiment éprouvé par *Le Monde* vis-à-vis de *PLPL*]. C’est sans doute pour cela qu’elle est si difficile à guérir : la fin du mensonge signifie le retour à un monde moins arrangeant. [...] [un obstacle infranchissable pour Laurent Mouchard].

Grands mystificateurs. [cet intertitre ne manque pas de sel dans un journal dirigé par le trio de pitres Colombani-Minc-Plenel]

La mythomanie comprend différents stades. La première, la plus faible, c’est la mythomanie vaniteuse, à la Tartarin [celle d’Alain Minc ?]. Vient ensuite la mythomanie maligne [celle d’Edwy Plenel ?], “l’arme de choix des enfants et des femmes, estime Serge Bornstein, qui peut être à l’origine de lettres anonymes” et peut viser à accuser quelqu’un. Enfin, il y a la mythomanie perverse, qui s’associe souvent aux deux premières où “il peut y avoir cupidité, lubricité, tendances vicieuses” [Celle de Colombani ?]. “On a affaire à des grands mystificateurs, des grands accusateurs, qui peuvent trouver des oreilles complaisantes et donner ainsi un grand rayonnement à leur mensonge si le contexte est porteur.” [...] »

Pendant ce temps, les internautes imbéciles du *Monde* s’instruisent

Voici un extrait de la liste des « Articles recommandés par les internautes du Monde.fr » le 14 juillet 2004, au moment où l’affabulation ne faisait plus de doutes.

1 – « Une femme prise pour une juive et son bébé agressés dans le RER »

4 – « Méthode de nazis » [Il s’agit de la chronique hallucinée d’Éric Fottorino]

Daniel Bilalian a le moral en berne

« Tout cela était faux, inventé de bout en bout ». Ce 14 juillet 2004, France 2-13 heures, Daniel Bilalian paraît peiné en ouvrant son journal. Après l’interview présidentielle du 14 juillet, Bilalian évoque encore « la triste affaire du RER D » ; il ne présente pas un mot d’excuse aux téléspectateurs.

Commentaire *PLPL* La majeure partie de l’édition de ce JT est consacrée à l’entretien du président de la République avec Patrick Poivre d’Arvor et... la directrice de l’information de France 2, Arlette Chabot. Responsable d’un déluge de mensonges deux jours durant, Chabot ose se présenter devant les téléspectateurs au lieu de présenter sa démission – ou de se faire mordre par un aspic.

France Soir : c’est la faute à « la complexité du réel » et « au climat »

Il fallait y penser. Titrant son édition du 14 juillet 2004 « RER D : faux sur toute la ligne », *France Soir* avance une explication audacieuse : « Marie L. a avoué avoir inventé tous les détails de sa prétendue agression. Politiques, journalistes et associations lui ont emboîté le pas sans aucune

vérification, ce qui pose le grave problème de l'emballage médiatique face à la complexité du réel. »

Dans la double page titrée « L'agression antisémite du RER n'a jamais eu lieu », un encadré détaille « quelques précédents emballages médiatiques » plagés sur l'AFP.

Commentaire PLPL Où diable *France Soir* a-t-il déniché la « complexité du réel » ? Le réel est simple : l'agression n'a pas eu lieu. Le réel n'est pas « complexe » : les faux scoops excitent les médias. Il n'y a pas de « grave problème de l'emballage médiatique » pas plus qu'il n'est possible d'isoler quelques « dérapages » : le mensonge par construction ou par omission constitue la routine du travail journalistique.

André Bercoff, directeur de la rédaction de *France Soir*, gratifie ses lecteurs déjà accablés d'une saillie éditoriale non moins consternante. Son titre : « C'est mythe ». Attention, Bercoff a tenté un jeu de mot : « C'est mythe », c'est aussi « sémite ». Ah ! Ah ! Ah ! Bercoff est un gros malin. Plus malin même que ses confrères qui accusent les politiques, la police ou la République. Bercoff, lui, accuse « le climat » : *« Dans ce climat délétère où personne n'a le courage de défendre République, laïcité et francité jusqu'au bout [sic], où l'on laisse le champ libre aux démagogues de tout acabit, la rumeur peut monter, s'étendre, se développer, et faire des victimes. [...] C'est pourquoi il nous appartient, à nous autres transmetteurs et hauts parleurs, d'être particulièrement minutieux et de ne pas nous jeter sur l'os de la première dépêche venue comme un pitbull aveugle. Ce qui ne s'est pas passé dans le RER D ne doit pas nous empêcher d'être plus que jamais vigilants, mais, au moins autant, plus que jamais prudents ».*

L'idée du « climat » a été soufflée à Bercoff par Jean-Marie Charon, un sociologue jaune spécialisé dans le sauvetage de rédaction en perdition les lendemains de faux scoop. Reconnaisants, les journalistes l'ont surnommé « Le Dépendeur d'andouilles ». Autant dire que le téléphone de Charon chauffait à blanc le mardi 13 juillet... Charon est donc invité à dépendre les andouilles dans les colonnes de *France Soir* du 14 juillet. « *Dans certains faits divers, le climat est propice à la précipitation* », explique le Dépendeur, qui en profite pour assurer la promotion de son dernier ouvrage (raté, comme les précédents). Le conseiller en communication sarkozien Thierry Saussez, déjà interviewé par France 2 la veille au soir, glisse également une publicité pour son dernier opus.

Commentaire PLPL Après avoir invoqué la « complexité du réel », André Bercoff inaugure ici une nouvelle figure de la défense pépéique [du PPA, ndlr] : le galimatias. S'il appartient à Bercoff et à ses congénères de ne pas se « jeter sur l'os de la première dépêche venue comme un pitbull aveugle », pourquoi l'ont-ils fait ? Quant à la dernière phrase de l'éditorial, PLPL offre un abonnement à vie à celui ou celle qui pourra en décrypter le sens.

Fottorino n'a fait que « son devoir »

Éric Fottorino, membre de la rédaction en chef centrale du *Monde*, est un journaliste pointilleux, à l'image de ses confrères. Il faut toujours croire ce qu'écrit un journaliste du *Monde*.

Dans l'édition du *Monde* du 14 juillet 2004 (parue le 13), Fottorino raconte : « *Pendant treize minutes, Marie a été juive. Treize minutes qui lui ont paru interminables. Juive dans le regard de six mauvais garçons d'origine maghrébine et africaine, des gamins de banlieue.* »

Le lendemain, il explique : « *Marie L. n'était pas juive. Pas même pendant les treize minutes de son agression imaginaire par de prétendus loubards de banlieue, prétendument d'origine maghrébine et africaine.* » (*Le Monde* du 15 juillet 2004, paru le 14)

Fottorino réfléchit : « *Écrire dans l'instant, dans l'émotion de l'instant, c'est la tâche du chroniqueur. On ne saurait regretter une émotion sincère devant un fait donné pour avéré.*

Dénoncer un acte antisémite était notre rôle, notre devoir. À condition qu'acte antisémite il y ait eu. Or il ne s'est rien passé. »

Qu'en conclure ? : *« Le doute qui aurait dû nous guider ne saurait désormais nous paralyser. Se tromper, être trompé, voilà un risque du métier. Il faut l'assumer. Sans renoncer à s'indigner de nouveau si, demain, un véritable acte raciste comme il y en a tant et trop en France venait à se reproduire. »*

À très bientôt, Fottorino...

Il ne s'est rien passé sur France 2

Le soir du 14 juillet 2004, David Pujadas ouvre le JT de France 2-20 heures, sur l'interview du président de la République. L'« Affaire de l'agression imaginaire du RER D » arrive en deuxième position.

David Pujadas : *« On va voir dans un instant que l'emballement autour de cette affaire suscite toujours un très vif débat. D'abord, la réponse très attendue de Jacques Chirac sur le sujet : le président de la République indique qu'il "ne regrette pas" d'avoir réagi trop vite. On l'écoute [...]. Réaction des associations aussi. Elles s'interrogent sur les raisons de l'emballement général et sur ses répercussions. [...] »*

En habitué des faux scoops, Pujadas, lui, ne s'interroge pas.

Le lendemain : plus rien à signaler

Lorsque Daniel Bilalian ouvre le JT de France 2-13 heures du 15 juillet 2004 sur « la fausse affaire du RER », il n'est plus question de « très vif débat » sur « l'emballement ». En revanche, les caméras pullulent autour de la mère de « la mythomane du RER ».

****Commentaire PLPL*** En 48 heures, la douce et innocente « Marie », martyre de la civilisation judéo-chrétienne molestée par les « barbares » maghrébins aux « méthodes de nazis » (*Le Monde*), « Marie », qui symbolisait la dignité humaine « assassinée » (*l'Humanité*) ou la France universelle (*Le Figaro*) s'est métamorphosée : elle est désormais « la Mytho » (*Le Parisien*, 14 juillet 2004), « l'affabulatrice du RER », une « pauvre fille » (*Libération*, 16 juillet) « Une mythomane notoire » (*France Soir*, 14 juillet). « Elle n'était pas une victime, mais une simple mythomane » ; « une jeune mythomane en mal de notoriété » (*Le Figaro*, 14 juillet). Sur les pages Internet de RTL, de *L'Express*, de France 2, de France 3, etc. Marie s'appelle désormais « La mythomane du RER ».*

Dans *France Soir* (14 juillet), la révélation du faux scoop figure sous la rubrique « Affabulation ». Et dans *Le Figaro* (15 juillet 2004), la rubrique « Antisémitisme » qui chapotait l'affaire s'efface derrière une nouvelle rubrique : « Mythomanie ».

Libération confirme avoir menti avec préméditation

Prenant la relève du directeur de la rédaction de *Libération* Antoine de Gaudemar, le directeur adjoint, Jean-Michel Thénard, raconte un joli conte pour enfants dans l'édition du 15 juillet 2004 :

« Le piège »

« Dimanche 11 juillet. 10 heures. Conférence de rédaction à Libération. Quels événements va-t-on privilégier dans le journal du lendemain, lequel va-t-on choisir de monter à la Une ? Il y a l'ouverture du Congrès mondial du sida à Bangkok et l'importante question de l'accès aux médicaments pour les pays les plus pauvres. Il y a surtout cet incroyable fait divers sur toutes les radios depuis samedi soir. Cette femme et son bébé agressés dans le RER D [...].

Trop énorme pour être vrai, se dit-on dimanche matin autour de la table de la conférence de rédaction. Mais l'affaire, pourtant, ne semble guère nourrir le doute. [...] Un fait divers incroyable, une condamnation des plus hautes autorités de la République qui vaut, de leur part, absence d'hésitation sur la réalité de l'événement. Mais ces certitudes-là n'effacent pas nos doutes. Trop

souvent par le passé, des faits divers érigés en symboles se sont révélés faux, moins simples qu'annoncés au départ. Nous savons qu'en dépit des évidences nous pouvons être piégés. Il nous faut donc s'assurer qu'il n'y a pas de piège et que s'il y en a un, nous saurons l'éviter avant le bouclage du journal, dimanche soir, 22 heures. Nous avons douze heures pour faire le job : chercher les faits, les vérifier avant d'écrire notre version de l'histoire.

[...] 20 heures, réunion bilan de la journée. [...] Aucun élément concret réel ne vient, en fait, appuyer le doute intuitif, journalistique, que nous avons le matin sur ce fait divers trop énorme pour être vrai. Dès lors, peut-on ne pas mettre à la Une de Libération un événement qui apparaît comme l'une des plus graves manifestations d'antisémitisme de ces dernières années et qui est condamné comme tel par l'ensemble des autorités françaises, associatives, syndicales, religieuses et politiques ? Pour se l'interdire, il faudrait pouvoir le motiver, avoir un élément saillant qui nous permettrait d'expliquer à nos lecteurs pourquoi nous ne croyons pas à la réalité de cette agression dénoncée par tous. Mais cet élément, nous ne l'avons pas car personne ne l'a encore, sauf Marie L. Sans lui, ne pas faire la Une sur ce fait divers, ce serait donner à croire à nos lecteurs que Libération a choisi de minimiser un acte raciste d'une gravité extrême dont rien, pour l'heure, ne vient invalider l'existence, rien. Impossible, incompréhensible de procéder de la sorte.

Le piège s'est ainsi refermé sur nous. Celui-là même que nous redoutions le matin et que nous avons passé la journée à tenter d'éviter. Cela nous interroge d'autant plus. [...] On s'est trompé avec tout le monde et ce n'est pas une consolation quand on ambitionne de faire la différence. Ce sont les risques du métier. On y joue sa crédibilité et ce n'est pas rien. Avec l'illusion rétrospective, on dira qu'on aurait pu, dû faire autrement. Assurément. Le tout est de trouver comment, sans tomber dans le refus d'informer tant que les faits ne sont pas établis par des experts habilités par on ne sait qui. L'information n'est pas une science exacte et, heureusement, pas toujours une science inexacte... »

Commentaire PLPL Ce texte aurait pu s'intituler : « Les héros de la désinformation. »

Il met en scène des journalistes taraudés par le doute, inflexibles face aux certitudes gouvernementales, engagés dans une course contre la montre pour « faire le job [sic] : chercher les faits, les vérifier avant d'écrire notre version de l'histoire »... et qui, le lendemain, publient néanmoins un faux scoop à la « une » de leur journal. Le département neurologique de PLPL a élucidé ce mystère : le cerveau d'un détenteur de carte de presse ne connaît que deux positions. Position 1 : exploitation graveleuse des faits divers crapoteux. Position 2 : escamotage des méfaits du PPA. Libération a d'abord choisi la position 1, puis s'est retranché sur la position 2.

Il n'était pas concevable qu'une rédaction percluse de « doutes » évoque la prétendue agression dans une brève en faisant usage de conditionnels. Car, nous explique Thénard, écrire la vérité « ce serait donner à croire à nos lecteurs que Libération a choisi de minimiser un acte raciste d'une gravité extrême ». Libération va donc abuser sciemment ses lecteurs. Et, plutôt que de s'exposer à une accusation d'antisémitisme par omission, la direction du quotidien choisit de traiter ses lecteurs d'antisémites (« Antisémitisme, une histoire française » expliquait la « une » du 12 juillet) et de leur livrer en contrepartie quelques détails scabreux : « Les trois Maghrébins et trois Africains taggent, sur son ventre, sous ses seins et jusqu'au pubis, des croix gammées » (12 juillet).

Ivan Rioufol, du Figaro : c'est la faute aux immigrés !

Remplaçant de Max Clos au Figaro, Ivan Rioufol tire dans l'édition du 16 juillet les « Leçons d'une fausse agression » :

« Une aubaine pour ceux qui œuvrent à la victimisation des musulmans. [...] Ces théoriciens de la victimisation vont exploiter l'affabulation de la mythomane, en criant au "lynchage des banlieues" »

(Mrap) à la moindre mise en cause. [...] Les mensonges de la jeune femme ont été crus, jusqu'à être avalisés par Dominique de Villepin et Jacques Chirac, parce qu'ils étaient plausibles. La fausse agression n'enlève rien à cette réalité qui met en scène des voyous – le dire n'est pas faire injure aux musulmans – méprisant Juifs, "Gaulois", femmes, homosexuels et tout ce qui ne s'accorde pas à leurs codes. [...] Le vrai courage politique commencera à se lire lorsque le gouvernement acceptera de regarder ce qui crève les yeux : la source des nouvelles intolérances, et désormais des hystéries collectives qui les dénoncent, est à rechercher dans une immigration qui demeure incontrôlée et qui menace la cohésion nationale. »

Commentaire PLPL L'agression était fausse, mais on l'a crue vraie. C'est donc... qu'elle était crédible et que les immigrés sont bien coupables. CQFD

France Inter : le téléphone sonne dans le vide

L'émission du « Le téléphone sonne » du 15 juillet 2004, sur France Inter, a pour thème « Quand l'information s'emballe ». Serge Martin (France Inter), André Bercoff (*France Soir*), Daniel Schneidermann (France 5 et *Libération*) et Ivan Levaï « répondent » aux questions des auditeurs sous la houlette de Denis Astagneau.

Jeu PLPL : Comment Astagneau présente-t-il « l'affaire » ?

Réponse : Par une chronologie des faits falsificatrice où les politiques se répartissent les marches du podium de la responsabilité.

Puis Astagneau enchaîne : « Voilà donc le récit de ces quelques jours, et de ce fait divers qui a mis en émoi la République. Ce soir nous allons nous interroger avec nos invités sur cet emballement, voire, certain d'entre vous parlent même de dérapage. Est-ce les médias qui sont en cause, est-ce les politiques, est-ce la police, est-ce la jeune femme elle-même ? »

[...]

Conclusion : « Très bien. Ben écoutez, maintenant nous, euh... on sera d'autant plus vigilants. Et en tout cas cette émission était aussi, euh, une sorte, euh... peut-être, euh, de... d'excuse envers les auditeurs. Il est 20 heures sur France Inter. »

Commentaire PLPL PLPL est admiratif devant l'audace de ceux qui osent parler de « dérapage ». À cet instant, chacun comprend que les journalistes iront jusqu'au bout de leur autocritique et tireront toutes les conséquences de cette « affaire ». Ils connaissent la cause de leur mal : « *Les journalistes travaillent dans un secteur ultraconcurrentiel, dans lequel la retenue et la modération ne sont pas toujours encouragées* », écrit à la « une » du *Monde* (18 juillet 2004) le rubricard chargé de couvrir la fausse agression.

La solution, PLPL la dévoile en exclusivité : les salariés des entreprises de presse se rendent chez leurs patrons, les transforment en confettis qu'ils dispersent par la fenêtre sur une foule sardone en liesse, avant de décréter l'autogestion. Les groupes de presse sont expropriés. Dassault, Bouygues, Colombani (et son vizir moustachu Edwy Plenel), Pinault, Lagardère et consorts se réfugient dans les bâtiments du Medef, aussitôt incendiés par les usagers de l'information en colère. Le Parti de la Presse et de l'Argent est démantelé. Et, dans le poudroiement de l'aurore, une clameur formidable s'élève :

VIVE LA SARDONIE LIBRE !!!